

DOSSIER DE PRESSE

16^e forum national du Réseau Cocagne
à l'Abbaye royale de Fontevraud



C'EST QUOI
CE TRAVAIL?

30 novembre et 1^{er} décembre 2017 Inventer les emplois
solidaires de demain



Contact Presse :

Margaux Morin

Chargée de communication du Réseau Cocagne

21 rue du Val de Grâce - 75005 PARIS

Tél : 01 80 06 08 71 - 06 63 44 61 29

Mail : m.morin@reseaucocagne.asso.fr

SOMMAIRE

- Communiqué de presse p.3
- Présentation du Réseau Cocagne et des Jardins de Cocagne p.4
- Présentation des structures Cocagne partenaires de l'événement : Aspire (Jardin de Cocagne et potager de Fontevraud) et de ses partenaires Paniers Bio Solidaire et Bio Loire Océan p.6
- Programme et édito du 16^e Forum national du Réseau Cocagne..... p.8
- Dossier central de l'Arrosoir n°30 p.10
- Rétrospective des précédents Forums p.16



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

16^e Forum national Cocagne les 30 novembre et 1^{er} décembre 2016 à L'ABBAYE ROYALE DE FONTEVRAUD (49)



La 16^e édition du Forum national Cocagne se déroulera les 30 novembre et 1^{er} décembre 2017 à l'Abbaye royale de Fontevraud (49) sur le thème : C'est quoi ce travail ? Inventer les emplois solidaires de demain.

De par leurs publics diversifiés et leurs activités innovantes, les Jardins de Cocagne et structures associées sont placées au cœur de la réflexion sur l'avenir du travail.

Comment accompagner les « métamorphoses » qui résultent de la robotisation ou de l'individuation ? Vivons nous un changement d'époque ? Quel sens au travail, quelles protections pour quel collectif dans le monde à venir ?

Ce rassemblement bisannuel de toutes les structures adhérentes du Réseau Cocagne - aujourd'hui près de 130 - sera donc l'occasion d'échanger autour de ces nombreux sujets. Co-organisé avec les structures Cocagne, ce rendez-vous constitue un moment fort et structurant de la vie associative de ce mouvement national d'Economie sociale et solidaire.

Au programme cette année, une table-ronde et interventions d'experts tels que :

- Roger Sue, Professeur des universités Paris V, socio-économiste, chercheur CNRS au Cerlis
- Véronique Fayet, Présidente du Secours catholique
- Christian Du tertre, Professeur des universités, économiste, directeur scientifique d'Atemis (Analyse du Travail Et des Mutations dans l'Industrie et des Services)

Des ateliers de travail et des moments conviviaux avec l'ensemble des participants (250 attendus) rythmeront également la rencontre.

Un voyage de presse est organisé pour la journée du jeudi 30 novembre 2017 de 9h30 à 16h :

9h15 : Navette de la gare TGV de Saumur vers l'Abbaye (arrivée du TGV à Saumur en provenance de Paris à 9h12)

9h30 - 12h30 : Table-ronde d'experts et débats

12h30 - 14h : Déjeuner de presse

14h - 16h : Visite du potager de Fontevraud (potager solidaire d'Aspire)

16h : Navette de l'Abbaye vers la gare TGV de Saumur (train au départ de Saumur pour Paris à 16h58)

16^e Forum national du Réseau Cocagne

« C'est quoi ce travail ? Inventer les emplois solidaires de demain »

30 novembre et 1^{er} décembre 2017 à l'Abbaye royale de Fontevraud à Fontevraud (49)

Ce Forum est soutenu par le Fonds Social Européen.

Plus d'informations sur www.reseaucocagne.asso.fr ou suivez-nous sur



PRÉSENTATION DU RÉSEAU COCAGNE ET DES JARDINS DE COCAGNE

Le Réseau Cocagne, la richesse du collectif

En 1991 démarre à Chalezeule (Doubs) le premier Jardin de Cocagne, sous forme associative. Issu d'un modèle suisse, ce nouveau type d'exploitation maraîchère biologique à caractère social suscite rapidement l'intérêt, et en quelques années une cinquantaine d'autres Jardins de Cocagne voient le jour partout en France. Pour favoriser leur développement, les Jardins créent en 1999 une entité nationale : le Réseau Cocagne. Depuis, le Réseau Cocagne met tout en oeuvre pour animer et représenter le réseau des Jardins de Cocagne, co-construire et essaimer de nouveaux projets, consolider et mutualiser les acquis et les expériences.

Les Jardins de Cocagne, le coeur du métier

Les Jardins de Cocagne sont des exploitations maraîchères biologiques à vocation d'insertion sociale et professionnelle. Par la production de légumes biologiques, vendus en circuit-court sous forme de paniers hebdomadaires à un réseau d'adhérents-consommateurs, les Jardins de Cocagne favorisent le retour à l'emploi de femmes et d'hommes en situation précaire et leur permettent de (re)construire un projet professionnel et personnel. Un salarié sur deux intègre un emploi ou une formation à l'issue de son parcours dans un Jardin de Cocagne.

La Charte Cocagne

- Lutter contre les exclusions et la précarité par l'insertion sociale et professionnelle de personnes en difficulté.
- Être labellisé en Agriculture biologique.
- Une production commercialisée en circuit-court à un réseau d'adhérents-consom'acteurs.
- Intégrer la filière professionnelle agricole locale.

Le Réseau Cocagne en chiffres (chiffres issus de l'Evaluation nationale Cocagne 2016)



137 entreprises solidaires : 107 Jardins (8 en projet) et 27 Cocagne & Co (11 en projet)



4 300 salariés en parcours d'insertion chaque année. À l'issue de son parcours d'insertion, près d'un Jardinier sur deux intègre un emploi ou une formation.



800 salariés permanents
1 800 bénévoles



20 500 familles d'adhérents-consom'acteurs
550 hectares de cultures bio répartis sur tout le territoire français
60 à 100 légumes différents, 50 semaines par an



13,6 millions d'euros de vente de légumes bio

Carte du Réseau Cocagne



Ensemble,
cultivons la solidarité !

PRÉSENTATION DES STRUCTURES COCAGNE PARTENAIRES DE L'ÉVÉNEMENT : ASPIRE (JARDIN DE COCAGNE ET POTAGER DE FONTEVRAUD) ET SES PARTENAIRES PANIERS BIO SOLIDAIRE ET BIO LOIRE Océan



Le Jardin de Cocagne d'Aspire

Le Jardin de Cocagne d'Aspire est un chantier d'insertion en maraîchage biologique installé en 2006 sur un terrain mis à disposition par la commune de Saint-Macaire-du-Bois. En échange d'un travail, l'association propose à des hommes et des femmes en difficulté sociale et professionnelle de les accompagner et de les aider à reconstruire un projet professionnel.

Les chiffres clés du jardin :



13 jardiniers en parcours professionnel



2 encadrants et 1 aide-encadrant



180 adhérents-consommateurs



4 hectares de production bio

Aspire, partenaire des producteurs bio

Bio Loire Océan, premier groupement de producteurs bio travaillent main dans la main avec l'association d'insertion Jardin de Cocagne de l'Aspire pour développer la restauration collective et pour vendre leurs paniers de légumes bio dans les grandes villes de l'Ouest.

La restauration collective

Depuis 2008, le Jardin de Cocagne de l'Aspire livre chaque semaine des établissements scolaires du grand saumurois. Aujourd'hui, ce sont une vingtaine d'établissements qui sont livrés en légumes et fruits biologiques.



Les Paniers Bio Solidaires

En 2010, Bio Loire Océan a créé, avec les Jardins de Cocagne de Nantes et Saumur, une association «Les Paniers Bio Solidaires» qui commercialise les fruits et légumes du Pays de la Loire sous forme de paniers tout au long de l'année.

Aujourd'hui, Les Paniers Bio Solidaires commercialisent 1 800 paniers par semaine sur 5 agglomérations (Nantes, Le Mans, Angers, Cholet, Poitiers) 180 points relais !

En 2016, 329 tonnes de fruits et légumes Bio Loire Océan ont été distribués et conditionnés par les Jardins de Cocagne soit 75 000 Paniers Bio Solidaires !

Fontevraud Le Potager

Les circuits courts et les savoir-faire locaux sont privilégiés dans le concept de l'Abbaye de Fontevraud. Fort de son savoir-faire en culture bio, Aspire a été sollicité par l'Abbaye pour gérer le jardin potager bio de Fontevraud. Un encadrant a mis en œuvre le projet et encadre une équipe de salariés en parcours professionnel. Cette action est labellisée Cocagne Innovation.

D'une surface de 3 000 m², le potager permet d'alimenter les restaurants de l'Abbaye en produits frais et bio dont le restaurant étoilé de Thibaut Ruggeri tout en étant un support d'insertion efficace.

Une activité en perpétuelle évolution

Ces différents partenariats imposent l'application de procédures exigeantes : pesée des légumes, contrôle du panier, conditionnement, tournées de livraison ...

Les salariés du chantier sont des demandeurs d'emploi de longue durée, des bénéficiaires des minima sociaux... qui ont tous la même volonté de travailler et se former à des métiers transposables au secteur marchand (chauffeur-livreur, magasinier, agent de conditionnement...).



Contact :

Aspire

Aspiré Hauttemment, Chargée de communication
270 rue du Clos Bonnet
49400 Saumur
Tél : 02 41 67 74 00
Mail : a.hauttemment@aspisaumur.fr

Paniers Bio Solidaires

Marion Ledu
2 rue des Fontaines
49 330 Châteauneuf sur Sarthe
Tél : 06 07 78 08 63
Mail : coordination@lespaniersbiosolidaires.fr

EDITO ET PROGRAMME DU FORUM

« Je n'aime pas le travail,
mais j'aime ce que le travail recèle,
la chance de se trouver ».

TRAVAIL

C'est quoi ce travail qui émancipe et enrichit une partie de l'humanité? C'est quoi ce travail qui fait aussi bien souffrir ceux qui en sont privés, que ceux qui en ont trop? C'est quoi ce travail qui ne laisse plus le temps de vivre à certains, et ne veut pas se donner à d'autres? C'est quoi ce travail dont on annonce la fin et dont on a tellement besoin? C'est quoi ce travail qui fait croire à des personnes qu'ils sont tellement utiles et à d'autres qu'ils sont de trop, inutiles? C'est quoi ce travail que l'on dit dépassé, ingrat, castrateur plus qu'émancipateur. C'est quoi ce travail que l'on dit fini, alors que beaucoup se sentent finis parce qu'ils n'ont pas ou plus de travail?

EMPLOI

SENS

HUMAIN

MUTATIONS

ÉQUITABLE

Le travail mute et se transforme, comme nos sociétés qui dans l'impasse sont condamnées à organiser une transition vers d'autres futurs. Les logiques des décideurs ne répondent que par croissance, mondialisation, financiarisation, chômage, consommation.

SOLIDAIRE

Un système qui n'enrichit que quelques-uns et appauvrit la majorité, en détruisant la planète et tellement d'humains.

TERRITOIRES

Et pourtant des milliers d'initiatives, modestement, patiemment, obstinément posent jour après jour les briques d'un travail du futur plus désirable. Équitable, solidaire, basé sur le partage, la redistribution, le collectif, l'innovation, ces initiatives ou entreprises réussissent le tour de force de réconcilier social, écologie et économie. On y côtoie des femmes et des hommes qui reconstruisent sur un monde fini, mais se reconstruisent aussi individuellement.

TRANSITION

COCAGNE

On pourrait même oser l'hypothèse que plus on se sent exclu, plus l'acte de travailler devient le plus haut niveau d'intégration. L'entreprise, la communauté de travail est le principal lieu de socialisation. Grâce à l'aventure collective que représente l'entreprise on se sent exister, utile, reconnu.

INVENTER

SOCIAL

TRANSFORMATION

Ce forum se propose de penser le travail, l'activité et l'avenir des entreprises solidaires, tels que Cocagne. Qu'apportent-elles aux personnes, aux territoires à nos sociétés? On vante leur créativité, on moque leur fragilité, et pourtant on s'y reconstruit et on construit, dans un avenir sans arrogance. Ce sont des lieux où nos aspirations essentielles telles que la liberté, l'autonomie, la reconnaissance sont cultivées. Ce forum se posera toutes ces questions et bien d'autres, et pour nous il sera la chance de se trouver et de se retrouver.

COLLECTIF

BIEN-ÊTRE

Jean-Guy Henckel

Programme*

Jeudi 30 novembre 2017 : « C'est quoi ce travail ? »

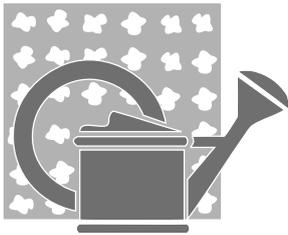
- 8h30 Accueil café
- 9h30 Accueil par Dominique Hays, Président du Réseau Cocagne, Michel Pierrat, Président d'Aspire, Régine Catin, Conseillère régionale, Maire de Fontevraud et Vice-présidente de l'Abbaye de Fontevraud et Gilles Groussard, Conseiller départemental en charge de l'insertion
- 9h45 à 10h00 Introduction par Jean-Guy Henckel, Directeur du Réseau Cocagne
- 10h00 à 10h30 Intervention de Roger Sue, Professeur des universités (Paris V), socio-économiste, chercheur CNRS au Cerlis (centre de recherche sur les liens sociaux)
- 10h30 à 11h45 Table-ronde avec en animateur Hugues Sibille (Président du Labo de l'Ess, ancien délégué interministériel à l'Economie sociale et solidaire) et en répondant-e-s :
- Véronique Fayet, Présidente du Secours catholique
- Julien Lesage et Dominique Hays pour le Réseau Cocagne
- 11h45 à 12h15 Débat avec la salle
- 12h15 à 12h30 Synthèse conclusive par Christian Du Tertre, Professeur des universités, économiste, directeur scientifique d'Atemis (Analyse du Travail Et des Mutations dans l'Industrie et les Services)
- 12h30 à 14h15 Déjeuner

« Donner du sens à mon travail »

- 14h15 à 14h45 Intervention plénière sur le management et la coopération de Christian Du Tertre, Professeur des universités et économiste
- 15h à 17h Ateliers
1 : Accompagner vers l'emploi : la coopération entre ETI et ASP
2 : Communication locale & nationale : ensemble pour réussir
3 : Instaurer un travail coopératif entre encadrant(e)s et direction
4 : Des compétences aux fonctions : jusqu'où mutualiser entre les entreprises solidaires Cocagne ?
5 : Porter ensemble le projet associatif : permettre aux salariés en insertion de devenir acteurs grâce à l'ouverture de la parole et aux prises de décision collectives
6 : Quelle implication citoyenne dans les entreprises solidaires Cocagne ?
7 : L'après Jardin : coopérer pour préparer le retour à l'emploi des ouvriers-maraîchers
- 18h00 Foire des initiatives des régions suivi dès 20h du dîner et soirée festive

Vendredi 1^{er} décembre 2017 : « C'est quoi ce travail social ? »

- 8h30 à 9h Restitution de la synthèse des ateliers par Julien Adda, Directeur du Réseau Cocagne, et questions
- 9h à 10h Projection du film *Les pieds sur terre* (52 minutes) réalisé par Antoine Bonzon, réactions et débat avec le réalisateur *Les pieds sur terre dessine des portraits de maraîchers en contrat d'insertion aux Jardins de Cocagne et nous offre un nouveau visage du chômage. En effet, dans leur face à face avec la nature, ces apprentis jardiniers nous confient leurs combats pour se reconstruire et lutter contre une société déshumanisée.*
- 10h30 à 12h30 C'est quoi ce travail social ? on en débat ! (titres indicatifs)
Interventions de « témoins » et débats centrés sur « la gouvernance, le travail et l'accompagnement » pour provoquer du questionnement au sein des équipes Cocagne, faire émerger des pistes de pratiques innovantes, enrichir notre plaidoyer/offre vis à vis des partenaires publics et privés et permettre à des personnes du réseau de continuer à se rencontrer.
Salle 1 : Que faut-il inventer dans l'IAE comme dispositif adapté aux plus en difficulté ?
Salle 2 : Les fameux « freins à l'insertion » sont-ils toujours un empêchement de reprendre un travail ?
Salle 3 : Quel est le meilleur statut juridique pour piloter une entreprise solidaire avec toutes ses parties prenantes ?
Salle 4 : Quels types de sorties positives pourrions-nous imaginer au-delà du travail et de celles déjà identifiées par les pouvoirs publics ?
Salle 5 : Si le « plein emploi » revient en France agrémenté de mini jobs comme dans la plupart des pays européens, quel positionnement pour les ACI tels que Cocagne ?
Salle 6 : Quelle est la place et les évolutions possibles du travail social au sein d'une démarche dite d'accompagnement socioprofessionnelle ?
Salle 7 : L'entreprise solidaire Cocagne est-elle une agence de l'emploi des entreprises du territoire ? Les compétences acquises seront-elles recherchées par les entreprises dans l'avenir ?
- 12h30 à 12h45 Clôture par Dominique Hays, Président du Réseau Cocagne
- 12h45 à 14h Déjeuner
- 14h à 16h Visites
a. Visite du Potager de Fontevraud (microferme du Jardin de Cocagne d'Aspire) et démonstration d'outils de maraîchage de précision
b. Visite guidée de l'Abbaye de Fontevraud
c. Visite des activités d'Aspire à Saumur (ressourcerie, blanchisserie, service à la personne et aux entreprises)



Réseau Cocagne

L'arrosoir N°30

Automne 2017

La publication des entreprises solidaires Cocagne

Site internet : www.reseaucocagne.asso.fr

Editorial

C'EST QUOI CE TRAVAIL ?

C'est quoi ce travail qui émancipe et enrichit une partie de l'humanité ?
C'est quoi ce travail qui fait aussi bien souffrir ceux qui en sont privés, que ceux qui en ont trop ?
C'est quoi ce travail qui ne laisse plus le temps de vivre à certains, et ne veut pas se donner à d'autres ?
C'est quoi ce travail dont on annonce la fin et dont on a tellement besoin ?
C'est quoi ce travail qui fait croire à des personnes qu'ils sont tellement utiles et à d'autres qu'ils sont de trop, inutiles ?
C'est quoi ce travail que l'on dit dépassé, ingrat, castrateur plus qu'émancipateur.
C'est quoi ce travail que l'on dit fini, alors que beaucoup se sentent finis parce qu'ils n'ont pas ou plus !

Le travail mute et se transforme, comme nos sociétés qui dans l'impasse sont condamnées à organiser une transition vers d'autres futurs. Les logiciens des décideurs ne répondent que par croissance, mondialisation, financiarisation, chômage, consommation. Un système qui n'enrichit que quelques-uns et appauvrit la majorité, en détruisant la planète et tellement d'humains. Et pourtant des milliers d'initiatives, modestement, patiemment, obstinément posent jour après jour les briques d'un travail du futur plus désirable. Équitable, solidaire, basé sur le partage, la redistribution, le collectif, l'innovation, ces initiatives ou entreprises réussissent le tour de force de réconcilier social, écologie et économie. On y côtoie des femmes et des hommes qui reconstruisent sur un monde fini, et qui trouvent là à se reconstruire personnellement. On pourrait même oser l'hypothèse que plus on se sent exclu, plus l'acte de travailler devient le plus haut niveau d'intégration. L'entreprise, la communauté de travail est le principal lieu de socialisation. Grâce à l'aventure collective que représente l'entreprise on se sent exister, utile, reconnu.

Nous devons repenser le travail, l'activité et l'avenir des entreprises solidaires, tels que Cocagne. Qu'apportent-elles aux personnes, aux territoires à nos sociétés ?

On vante leur créativité, on moque leur fragilité, et pourtant on s'y reconstruit et on construit, dans un avenir sans arrogance. Ce sont des lieux où nos aspirations essentielles telles que la liberté, l'autonomie, la reconnaissance sont cultivées.

« Je n'aime pas le travail, mais j'aime ce que le travail recèle, la chance de se trouver. »
Extrait de l'interview de Claude Alphandéry dans le journal Cocagne L'arrosoir - automne 2016

Jean-Guy Henckel
septembre 2017

Quand le travail nous travaille

Participation au monde, à la communauté, mais aussi souffrance et stress, le travail apporte le meilleur et parfois, hélas, le pire. Le travail nous travaille tous, qu'on n'en ait trop ou pas. Si le paradigme productiviste le met sous pression, le numérique le transforme, le capitalisme en prive toute une partie de la société, l'économie sociale et solidaire tente, elle, de lui redonner sens et qualité.

Plus d'un tiers des Français dorment mal en raison de leur travail, et près d'un quart présentent des troubles alimentaires (maux de ventre, variations de poids...). Près d'un salarié sur deux déclare éprouver souvent du stress au travail et un sur trois présente des difficultés psychologiques⁽¹⁾. Ces chiffres illustrent bien le phénomène ô combien d'actualité de

la souffrance au travail : stress, angoisse, burn-out, pudiquement rebaptisés « risques psycho-sociaux ». Que le travail fasse souffrir, est-ce si étonnant finalement, quand on sait que sa racine latine désignait un instrument de torture ? Alors même qu'il constitue une valeur clé de nos sociétés depuis deux siècles. Il porte en lui bien des paradoxes.

De la torture à l'essence de l'homme, entre peine et création

Selon le linguiste Alain Rey, le mot travail serait apparu au XII^e siècle, à partir du latin populaire « tripaliare », signifiant « tourmenter, torturer avec le treपालium ». Le mot désigne alors autant un tourment psychologique qu'une souffrance physique (ne dit-on pas que le travail a commencé lors d'un accouchement ?). Au Moyen-Âge, les moines donnaient au travail un but de fraternité, de subsistance de la communauté, et d'épanouissement dans la participation au bien commun pour expier le péché originel. Deux mots désignaient alors le travail : labor, le travail laborieux, avec les notions de peine, de châtiement et de conséquence du péché, et opus, le travail créateur, au sens d'œuvre, de création, d'activité naturelle.

Le mot et la notion même de travail incluent donc ces deux facettes : une torture, un tourment, une souffrance, une contrainte, et à la fois un moyen de se réaliser, de construire son identité, de s'épanouir. Pour Danielle Linhart, sociologue du travail au CNRS, le travail est « le cordon ombilical qui relie chacun à la société, qui lui donne le sentiment d'être utile et de trouver un sens à son existence, notamment par le lien social qu'il introduit ». « Le travail est l'acte fondamental de structuration de la personne humaine, c'est une dynamique de la maîtrise de soi par laquelle j'inscris ma place dans le monde » estime le Frère Samuel, théologien et philosophe. « L'identification, la fierté, la valeur de soi par l'acte de travail est radicalement structurant, rien ne peut le remplacer ».

(1) Sources : enquête IPSOS en 2012, sondage CSA pour Liaisons sociales, IFAS



►► suite page 4

Un travail pour tous, le détachement en entreprise

Dispositif unique en France, le chantier d'insertion expérimental Hors les murs de Solid'action détache une équipe de salariés en parcours d'insertion pour travailler un jour par semaine dans une entreprise ordinaire.



« Tout le monde a un rôle à jouer dans la société. Chacun est utile. Il n'est pas question de vivre de la charité, mais de son travail. » C'est le credo d'Alain Poncet-Montange, directeur de Solid'Action en Isère (38). Porté par cette conviction, il a créé en 2011 un deuxième chantier d'insertion au sein de son association, baptisé Entreprise solidaire, avec une action expérimentale « l'ACI Hors les murs ». L'idée est partie d'un membre du club d'entreprises, Jérôme Lopez, PDG de Parolai Stil'eco, qui fabrique des bacs de tri sélectif. Il constate que des tâches pouvaient être réalisées par des personnes sans qualifications.

L'idée est simple et de bon sens : pour accroître les chances d'insertion des personnes dans les entreprises ordinaires, elles vont y travailler ! Il s'agit d'un contrat de prestation, au prix du marché, entre l'entreprise et l'association. Sécurisés par la présence de leur encadrant technique, ils percent, plient, meulent, assemblent, nettoient, transportent, rangent, trient, préparent, conditionnent, emportent, chargent, conduisent ou inventorient. Ils réalisent des tâches de l'entreprise, dans l'entreprise, avec les mêmes règles et conditions de travail que le personnel.

« Ça les aide à progresser »

Le chantier d'insertion compte une quinzaine de salariés, anciens SDF ou sortis de prison, qui ont déjà travaillé deux ans en chantier d'insertion. Pour le directeur, c'est le meilleur moyen de les rapprocher de l'emploi. « Ça les aide à progresser, à changer leur représentation de l'entreprise, de l'industrie. Et réciproquement. L'entreprise change aussi de regard sur ce public et peut repérer des personnes à embaucher. » C'est ainsi que Steven, par exemple, a été recruté par Lidl.

« J'apprends plusieurs métiers », « ça nous aide à avoir les règles de base du travail en entreprise », « ça me remet le pied à l'étrier et me prouve que je peux produire », « j'ai découvert ce qu'est une usine, j'aimerais bien y travailler tous les jours », « j'ai paniqué au début, on me mettait responsable de ma machine et des pièces à faire qui ont un coût, ça m'a amené à avoir de la rigueur » témoignent les salariés comme Benjamin, Nolwen, Elie... Certains ne se seraient jamais imaginés travailler là, complète Isabelle Rousseau, accompagnatrice socioprofessionnelle. « La mise à disposition d'équipe en entreprise constitue un formidable levier d'accompagnement. Pour nous, la finalité de notre travail est que les gens ne retournent pas à la rue ni dans une logique d'échec » ajoute Alain Poncet-Montange. « Quelle plus belle mission pour l'entreprise que de permettre à des hommes de s'épanouir grâce au travail, et de gagner en autonomie et en indépendance. » témoigne Jérôme Lopez. Après Parolai, Solid'Action travaille aujourd'hui avec deux entreprises, Ahlstrom dans l'industrie, et Lidl, dans la grande distribution. L'activité participe au chiffre d'affaire de l'association d'une manière non négligeable (9 % en 2016).

Si l'idée paraît simple, la mise en œuvre est compliquée. Il a fallu braver les obstacles administratifs et réglementaires, car en France, le détachement de salariés n'est autorisé que pour les entreprises d'interim. L'association fait partie des 10 initiatives labélisées Cocagne innovation du Réseau Cocagne. Expérimental depuis 2011, le dispositif a été prolongé, grâce au soutien du député local, par une dérogation ministérielle, jusqu'en avril 2018.

Paroles de Partenaire

De la terre aux rayons des commerces

Depuis 2012, la Fondation d'entreprise le goût du partage soutient des jardins de Cocagne. Localement, 16 jardins ont reçu une dotation et sont parrainés par des supermarchés Simply Market ou Auchan supermarché.



Sa Déléguée générale, Béatrice Javary revient sur ce qui fait la force de ces partenariats : « La spécificité de la Fondation le goût du partage, c'est d'intervenir localement pour permettre l'implication des collaborateurs dans chaque projet. Et ce n'est pas anodin ! On voit des rapprochements entre magasin et jardin qui prennent des tournures singulières ! » Elle nous explique ainsi que des enfants de collaborateurs ont découvert le maraîchage biologique guidés par un salarié en parcours d'insertion, ailleurs ce sont les tables de présentation des fruits et légumes qui trouvent une seconde vie au jardin voisin, sans compter la vente occasionnelle en magasin de surproduction des jardins...

C'est aussi sur la question du retour à l'emploi des personnes fragilisées, que la Fondation souhaite agir. « Avec les jardins d'insertion du Réseau Cocagne, la réponse a vite pris forme » se souvient Béatrice Javary, « à l'époque, Guillaume, correspondant de la Fondation, travaille avec Emma, chargée d'insertion du jardin Cocagne de Limon à Vauhallan. Ils conçoivent ce qu'on a appelé 'la boîte à outils du jardin au magasin' ». Ce petit guide très opérationnel détermine les étapes pour réussir des passerelles professionnelles. Pour Béatrice Javary, l'incontournable c'est bien de prendre le temps des rencontres : connaître l'activité de l'autre, ses enjeux, son jargon professionnel, découvrir les métiers racontés par ceux qui le pratiquent au quotidien. Et très naturellement les magasins de l'enseigne accueillent des salariés en période d'immersion pour une mise en situation classique, en passant par la validation de compétences transférables ou la confrontation à la réalité d'un métier, en lien étroit avec le chargé d'insertion du jardin. Le Jardin du Chayran par exemple, confie régulièrement des salariés au magasin de Millau et les périodes d'immersion sont comme des premiers pas vers le travail ordinaire : une étape importante dans leur parcours de (ré)insertion professionnelle. Ces périodes

sont souvent révélatrices comme pour une salariée du jardin qui découvre avec bonheur le rayon marée du magasin de St. Jean-de-Braye et s'orientera ensuite vers une formation dans ce secteur à fort potentiel d'emploi. La réussite n'est pas garantie pour autant et parfois il convient d'interrompre une mission parce que la personne n'est pas prête ou pas faite pour un métier du commerce.

Et puis, il y a des 'cas d'école' qui font référence dans l'entreprise, comme ce salarié du Jardin de Limon à Vauhallan. « Il a été le premier à suivre le parcours préconisé dans notre fameuse boîte à outils » indique Béatrice Javary. Salarié au jardin de Limon depuis 8 mois, il commence par une période d'immersion au magasin de Parly. Le CDD suit quelques semaines plus tard, avant une embauche définitive. La mise en rayon des fruits et légumes et la gestion du stock sont devenues ses missions quotidiennes. Depuis, deux autres salariés en insertion ont intégré les magasins de Saclay et Jouy-en-Josas. « L'un d'eux a même obtenu une promotion tout récemment » se réjouit Béatrice qui précise « les compétences des salariés des jardins qui intègrent nos équipes sont reconnues. Ils ont planté, entretenu et récolté les légumes au jardin, ils les manipulent en magasin avec respect. Ce sont des professionnels appréciés ! ».

Autant dire que la Fondation le goût du partage est fière de toutes ces histoires. « Elles sont le fruit de la rencontre entre des personnes qui finalement partagent beaucoup plus qu'elles ne pensaient » conclut Béatrice Javary.



Paroles de Jardiniers

Hassan ouvrier maraîcher au Jardin de Cocagne Pays Vichy Auvergne à Arronnes

Du Soudan à Vichy

L'interview a été réalisée grâce au soutien de Ramzi, collègue d'Hassan. Ramzi parle quatre langues et travaille au Jardin de Cocagne Pays Vichy Auvergne à Arronnes depuis sept mois. Il a bien voulu se faire l'interprète d'Hassan et faciliter nos échanges. Merci Ramzi !

Comment es-tu arrivé au Jardin de Cocagne ?

Je suis né à Port Soudan en 1981. J'ai quitté le Soudan pour l'Erythrée en 2010. Puis j'ai fui par la Turquie en mai 2011. Après quatre ans à travailler en tant qu'ouvrier agricole en Grèce, j'ai repris la route vers la Macédoine, la Serbie, l'Italie, puis la France en octobre 2015. En février 2016, j'ai été envoyé à Vichy, puis j'ai reçu la réponse positive de l'OFPPA pour obtenir l'asile politique. Je me suis inscrit à Pôle Emploi et comme j'avais de l'expérience dans l'agriculture, ils m'ont orienté vers le Jardin de Cocagne Pays Vichy Auvergne à Arronnes.

Produire des légumes, c'est important pour toi ?

Oui, mon père et mon grand-père sont agriculteurs au Soudan. En Grèce, j'étais

déjà ouvrier agricole. J'ai de l'expérience. J'aime l'odeur de la terre. Comme au Soudan, à Vichy, on désherbe les cultures, on utilise les tracteurs. Mais au Soudan, la base c'est la pluie. A Vichy, on n'est moins dépendant des saisons grâce à l'irrigation. Je mange les légumes que je produis. Ici j'ai découvert les petits pois et les haricots. Mon plat préféré, c'est la ratatouille : je n'ai pas besoin de faire de courses, je mélange les légumes et c'est prêt !

Que est ton projet professionnel ?

Je veux être chauffeur poids lourd, un métier que j'ai déjà exercé au Soudan. Mon permis de conduire voiture est maintenant reconnu en France, mais mon permis poids lourd n'a pas été validé. Je dois encore passer une formation spécifique.

Que fais-tu après le travail ?

J'apprends le français. Maintenant je comprends, mais je n'ai pas encore les mots pour m'expliquer. C'est frustrant ! Et je joue de la musique. Avec des amis de Vichy, nous avons créé un groupe de musique, the Soudan Celestins Music.



Ramzi, Hassan et Angélique du Jardin de Cocagne Pays de Vichy Auvergne à Arronnes

Angélique accompagnatrice socioprofessionnelle, « le travail, une dynamique de vie »

Qu'est-ce qui t'a amené à travailler au Jardin de Cocagne ?

Après douze ans dans la fabrication de produits cosmétiques et une belle progression en interne, j'ai cherché à me reconverter dans l'accompagnement social. J'ai effectué mes stages dans une structure de protection de la famille puis auprès de détenus. Et là, ça a été le déclic. J'aime l'accompagnement individuel des personnes, les prendre comme elles sont et travailler avec elles. On ne s'ennuie pas, on ne sait jamais de quoi sera faite la journée.

Pourquoi le travail est important dans l'équilibre personnel ?

Le travail donne d'abord une dynamique de vie. Se lever, se coucher, avoir un rythme permet de se structurer. Cette dynamique se construit également dans le temps en ouvrant les perspectives sur un projet de vie. Ensuite, le travail

apporte des rencontres et un lien social. Enfin, le travail apporte une aisance financière qui permet de mieux se sentir, de se faire plaisir et de faire plaisir à son entourage.

Comment inscris-tu ton accompagnement socioprofessionnel dans les spécificités du territoire ?

Notre première mission est d'accompagner les salariés dans la construction d'un projet professionnel en lien avec les métiers en tension sur le territoire.

Près de Vichy les secteurs en tension sont la fibre optique et les services à la personne. Je suis en contact avec des recruteurs et Pôle Emploi avec qui nous organisons des informations collectives. Puis, individuellement, nous proposons aux salariés intéressés des PMSMP (Période de Mise en Situation en Milieu Professionnel). A l'issue de cette immersion, les salariés accèdent à des formations

et in fine sont recrutés. On procède par étape, au rythme de chacun.

Hassan est-il un cas isolé sur le Jardin ? (Voir interview ci-dessus)

Globalement, cette année, nous avons des salariés dynamiques. C'est le cas d'Hassan, avec qui nous avons construit son projet de chauffeur poids lourd. Le secteur est en tension, la formation est accessible : c'est un projet porteur. L'année passée, nous avons atteint 80 % de sortie positives ! Mais ce n'est pas toujours le cas, et c'est parfois plus compliqué. Cela-dit, beaucoup de salariés partagent des problématiques identiques à celle d'Hassan. Je pense par exemple à Ajdin, qui est resté 2 ans et demi au Jardin. Lorsqu'il est arrivé, il n'avait pas de permis et de grosses difficultés en français. Il a commencé par louer un scooter via le dispositif Mobile Emploi et a fait beaucoup d'effort pour parler français avec ses collègues. Je me rappelle qu'il écoutait la radio en

français pendant le travail. Après quelques PMSMP, qui ont validé son sérieux, il a été recruté en intérim.

Le plus compliqué, c'est de trouver des formations en FLE (français langue étrangère). Il n'y a rien en local. Et pourtant, pour Hassan, c'est le principal frein à l'emploi : dès qu'il maîtrisera le français, il décrochera un emploi.

Que penses-tu du programme 30 000 Paniers Solidaires ?

Le programme 30 000 Paniers Solidaires (Voir encadré ci-dessus) sensibilise les bénéficiaires à l'agriculture bio et à une alimentation plus riche en légumes. Et puis c'est aussi un double message d'insertion : à nos salariés qui produisent des légumes accessibles à tous et aux adhérents solidaires qui savent que derrière ces légumes, il y a des gens qui se lèvent le matin pour cultiver. L'occasion, pourquoi pas, de créer des vocations.

Donner du sens à son travail : Les Paniers Solidaires vus par les Jardiniers

En 2018, toujours plus de paniers solidaires !

Et si on pouvait tous manger bio, local et solidaire ? Les Jardins de Cocagne répondent oui !

Le Réseau Cocagne mène un programme pour rendre les légumes bio, locaux et solidaires accessibles à tous : 30 000 Paniers Solidaires. Il permet à des familles à faibles revenus d'accéder aux paniers bio hebdomadaires produits par les Jardins de Cocagne à un prix solidaire.

Et pour cuisiner la solidarité, des ateliers cuisine ouverts à tous sont organisés dans tous les Jardins participants.

De la graine à l'assiette

Découvrir des recettes pour cuisiner les légumes de son panier, valoriser les restes et ainsi réduire le gaspillage, s'essayer à la gastronomie avec des chefs cuisiniers ou encore suivre le légume de la graine à l'assiette, chaque année plus 800 ateliers sont proposés par les Jardins de Cocagne aux adhérents dans le cadre du programme « 30 000 Paniers Solidaires » pour le plus grand plaisir des mangeurs !

La parole aux Jardiniers

Que pensez-vous du programme 30 000 Paniers Solidaires ?

Laurent de Graine de Cocagne à Saint-Marcel-lès-Valence (26) : Étant moi-même passé par les Restos du Cœur, qui m'ont bien aidé au niveau alimentaire, je pense qu'il faut continuer l'action 30 000 Paniers Solidaires. Ça change des boîtes de conserves ! Avant, je ne mangeais jamais de légumes et maintenant j'en mange presque tous les jours.



Florent des Jardins de Cocagne de la Haute-Borne à Villeneuve-d'Ascq (59) : C'est une excellente initiative : proposer des paniers bio de qualité à des étudiants ou à des salariés en insertion comme moi ou mes collègues dans ma région, c'est génial ! C'est important pour la santé publique



et pour sensibiliser les plus démunis à une meilleure alimentation. Cultiver ces légumes solidaires, prouve que tout le monde peut aider, de loin ou de près.

Dimitri des Jardins du Volvestre à Salles-sur-Garonne (31) : Il est très utile. Pour ma part, je ne mangeais pas bio avant car les produits étaient trop chers. Grâce aux paniers solidaires, je peux avoir des légumes de qualité, bio, bons et moins chers. En plus,



j'ai la satisfaction de les avoir cultivés moi-même. Je contribue à tout, du début à la fin, du champ à l'assiette ! J'ai toujours beaucoup mangé de légumes et j'aime bien les cuisiner. Donc les paniers solidaires m'ont permis de continuer, de découvrir aussi des variétés de légumes.

Jean-Claude de Graine de Cocagne à Saint-Marcel-lès-Valence (26) : Le programme 30 000 Paniers Solidaires est essentiel dans mon travail, pour le partage, l'échange, la communication, le soutien et la solidarité ! L'alimentation est notre premier carburant pour le bien-être de notre corps.



En 2016, l'opération 30 000 Paniers Solidaires c'était :
 • 36 Jardins de Cocagne participent au programme
 • Environ 800 actions de sensibilisation et d'accompagnement à une alimentation durable menées
 • 1 000 familles accompagnées



►► suite de la page 1
Il existe effectivement « une forme d'aliénation, d'emprise qui s'exerce sur les individus mais c'est aussi une mise au défi des travailleurs, pour réaliser de belles choses, dans lesquelles ils se retrouvent et se reconnaissent » poursuit la sociologue. « Le travail est bien-sûr une difficulté, mais il s'agit de la dépasser, de la vaincre en mettant en œuvre son intelligence, sa capacité à s'organiser pour donner de l'utilité et du sens au travail ».

Le travail est une participation au monde. D'où la souffrance générée par son absence, pour ceux qui en sont exclus. Dans son enquête sur les chômeurs, elle constatait combien les personnes ressentent une privation, une injustice, un manque de rencontre avec autrui, une perte d'identité et de repères et la dégradation de l'image de soi. « Cette souffrance montre qu'on ne peut pas considérer le chômage comme une période de loisir. Pour les chômeurs, c'est un temps vide, vertigineux et angoissant. Chacun a l'ambition de contribuer à la satisfaction de ses besoins en réalisant un travail qui a du sens et un travail bien fait. » Une dimension que les acteurs de l'insertion par l'activité économique connaissent bien.

Process et procédures

Quelle est l'origine de la souffrance au travail? Thomas Coutrot, économiste et ex-coprésident d'ATTAC, rappelle que les sentiments « d'aliénation et de souffrance au travail découlent inéluctablement du taylorisme, une idéologie managériale aussi vieille que le capitalisme, qui estime que pour être efficace, le travail doit être organisé en séparant la conception de l'exécution ». Les personnes qui exécutent le travail ne doivent pas être celles qui l'organisent. Ils ne peuvent pas être détenteurs de ce savoir, et donc de ce pouvoir, il faut le transférer des ateliers aux ingénieurs dans les bureaux. Il faut décompter, décortiquer, chronométrer les

gestes des ouvriers pour augmenter la productivité. Le taylorisme pose les bases de l'organisation scientifique du travail.



12 minutes par patient

« Aujourd'hui, nous sommes plus que jamais dans cette idéologie, avec les process, procédures et protocoles imposés aux salariés, même aux cadres » dit-il.

Le travail, une invention récente

Le travail, tel que nous le vivons aujourd'hui, n'a pas toujours existé. C'est, pour Jawad Mejjad, sociologue et gérant d'une société industrielle, « une invention récente, dans le sillage de la modernité. Les périodes sociales se succèdent dans l'Histoire. Chaque société vit selon des représentations et des valeurs qui lui sont propres ». Il explique que dans l'antiquité, l'idéal de vie se trouvait dans la recherche de la gloire qui confère l'immortalité. L'activité par excellence était la guerre. Avec la chrétienté, l'idéal est de gagner le Paradis, l'activité noble

L'avènement des nouvelles méthodes managériales comme le lean management, individualise le travail et génère un sentiment de malaise et d'incertitude, vidant encore un peu plus le travail de son sens. Concus indépendamment des spécialistes du métier, ces process tentent de rendre routinier le travail. Le phénomène touche toutes les professions, y compris les services publics (« qui ont le zèle des nouveaux convertis » pour reprendre l'expression de l'économiste Nicolas Bouzou) et les métiers de soin.

« Ma femme est aide-soignante. Elle a 12 minutes pour lever un vieillard, l'emmener aux toilettes, le laver, l'habiller, relaire son lit et nettoyer sa chambre. Et quand les familles se plaignent, ça nous retombe dessus : c'est la faute du personnel qui serait 'maltraitant' » témoigne André, chef cuisinier dans un hôpital, dans Chronique du travail aliéné de Lise Gagnard, psychologue du travail. Il a 1,90 euro par jour et par personne pour nourrir les patients, des personnes âgées. « J'ai honte, j'ai honte! (...) Il y a cinq ou six ans, il y avait le potager de l'hôpital, c'était économique et bon, vraiment agréable de faire la cuisine. Mais tout cela n'est plus autorisé par les services vétérinaires. Alors on bricole avec des boîtes, des sacs, des poudres. On se la boucle car ils pourraient nous passer en sous-traitance. Mais franchement, personne ne souhaiterait manger ce qu'on sert. »

« L'aliénation est au moins aussi forte, voire plus, aujourd'hui qu'au XIX^e siècle. Les corps étaient soumis, exploités, mais aujourd'hui c'est l'esprit, la subjectivité, l'ensemble de la personne qui est mise sous tension, mise à profit » estime Thomas Coutrot. La financiarisation de l'économie est aussi en cause. « On travaille pour une finalité qui n'est plus la nôtre, mais celle des actionnaires, leur profit »



L'archipel de la solidarité

Quelles sont les solutions? Comment enrayer la machine? Certains, comme Nicolas Bouzou, voient une réponse dans l'hydratation de l'intelligence artificielle et de la robotisation, qui amèneront le taylorisme et le travail routinier à disparaître. Ouf. Adieu le sentiment d'aliénation donc? Pour d'autres, comme Thomas Coutreaux, « la réponse n'est pas dans la course à la productivité et à la compétitivité, comme on essaie de nous le faire croire, mais dans la redistribution des revenus et dans le contrôle social sur les innovations et l'organisation du travail, c'est-à-dire notre capacité à refuser ces méthodes déshumanisantes et aliénantes, et finalement contre-productives ». Elle est notamment, pour le Frère Samuel, dans la résistance, ce qu'il appelle « l'archipel de la solidarité », comme une alternative au modèle productiviste à outrance. « On a fait le choix du capitalisme libéral il y a un siècle, on ne peut pas y revenir, espérer renverser le système, mais des forces, dont vous faites partie, ont à le pirater de l'intérieur. La confédération, le maillage d'unités à taille humaine finit par devenir une force plus puissante qu'une grosse machine, à condition d'une intention commune ».

Sources : Le sens du travail, dans l'émission « Entendez-vous l'éco », août 2017, France Culture Colloque « Je travaille, donc je suis », organisé par Solid'Action et le Réseau Cocagne, novembre 2016 (2 DVD)

trouvé valorisé au XVIII^e siècle, avec un développement majeur au XIX^e et XX^e siècle ».

Le sociologue voit une désacralisation du travail dans notre société actuelle. On ne compte plus autant sur le travail pour se réaliser, mais aussi sur les activités complémentaires : le sport, les voyages, la musique, le dessin, la danse, le bénévolat... « On découvre que l'on peut très bien vivre sans le travail comme valeur, il n'est plus politiquement incorrect de le dire. »

Source : entretien avec Jawad Mejjad, Atlantico, novembre 2016

Redonner son sens au travail : les solutions inventées par l'ESS

Entretien avec **Françoise Bernon**, déléguée générale du Labo de l'ESS

Le sens, la protection, le collectif et le contrat : ce sont les quatre dimensions pour qu'un travail soit épanouissant et de qualité. Une grille de lecture établie par Le Labo de l'ESS pour analyser les emplois actuels et leurs mutations, au sein d'un groupe de travail. Le fruit de leurs réflexions, une publication nommée Transformer l'emploi, redonner du sens au travail, est sortie en mars 2017. Elle montre comment les acteurs de l'ESS améliorent la qualité de l'emploi par leur intelligence collective.



Pourquoi avoir publié ce rapport ?

Nous pensons que nous avons un rôle à jouer dans la métamorphose de l'économie et que l'ESS apporte des solutions. Les réponses à cette transformation viendront des territoires, nous voulions faire le lien entre les différentes initiatives mises en oeuvre sur la question de l'emploi pour les rendre plus visibles. Elles sont complémentaires et s'inscrivent dans une logique commune pour réinventer un travail de qualité.

Vous montrez que les quatre dimensions d'un travail de qualité, que vous avez définies, se dégradent actuellement...

Oui, un contrat et une protection ne suffisent pas pour avoir un travail de qualité. Le droit à l'expression et la compréhension des tâches sont aussi importantes. Soumises à des tensions plus fortes, les salariés « stables » ont le sentiment de ne pas pouvoir faire correctement leur travail par manque d'information, de coopération et de moyens. Les conditions de travail imposées au nom de la compétitivité, de la mondialisation, dans un objectif de profit à court terme, vident le travail de son sens et entraînent de la souffrance. L'augmentation des phénomènes de burn-out et de stress révèle la crise de la dimension « sens » du travail. Celui-ci est souvent absent du débat public alors que l'ensemble des actifs y accordent une grande importance. Parler d'emploi de qualité s'il y a souffrance, c'est se voiler la face. Cette souffrance est liée et se cumule avec le problème du chômage : c'est parce que

les actifs craignent le chômage qu'ils acceptent des emplois dégradés.

Avec les plateformes numériques et le statut d'auto-entrepreneur, on constate l'essor des « nouveaux indépendants »

Les indépendants « classiques », comme les médecins et les artisans, se sont organisés pour bénéficier d'une protection et d'un collectif. Mais les « nouveaux » indépendants ont une protection sociale minimale en cas de maladie, de perte d'activité et n'ont aucune protection au regard du droit du travail. Ils ont toute liberté pour s'auto-exploiter, avec la complicité de leurs clients ou des plateformes numériques (Uber...). S'ils sont juridiquement indépendants, ils sont économiquement dépendants. Le revenu moyen des auto-entrepreneurs n'est par exemple que de 410 euros mensuels. Ceux qui travaillent sur les plateformes numériques cumulent les inconvénients du salariat et de l'indépendance sans en avoir les avantages. Les plateformes numériques ne paient pas de cotisations sociales pour leurs contributeurs, alors que l'Urssaf a requalifié en première instance des chauffeurs Uber en salariés. La société a fait appel.

Leur protection est à organiser. Ils sont aussi souvent isolés.

Le salariat constitue toujours la forme largement majoritaire de travail (88,5 % de l'emploi total), mais sa progression stagne et le travail indépendant augmente.

Doit-on le craindre ?

Nous n'émettons pas de jugement sur cette évolution. Ce qui nous importe est de voir comment l'encadrer pour éviter les dérives et trouver des solutions. Nous sommes persuadés que les acteurs de l'ESS innoveront et apportent des réponses à un certain nombre de problématiques. C'est notamment le cas des coopératives d'activité et d'emploi (CAE) qui proposent un contrat salarié à des travailleurs in-

dépendants, avec un accompagnement individualisé, une coopération, et une mutualisation des moyens. Ce n'est pas la solution miracle mais elles améliorent la qualité de l'emploi dans les quatre dimensions citées. Les tiers-lieux (espaces de co-working, fablabs...) sont nés dans l'ESS, avec un esprit fort d'intelligence collective, de soutien et d'animation. Ils renforcent le sens et le collectif des nouveaux indépendants. Ils ont été ensuite détournés par des investisseurs privés dans un but lucratif, sans l'idée de coopération et de co-construction.

Quelles autres solutions apportées par les acteurs de l'ESS avez-vous repérées ?

Les acteurs de l'insertion par l'activité économique ont ré-inventé les moyens de proposer un travail, un contrat, une forme de sécurité et un accompagnement aux personnes dites « inemployables ». Le sens étant la reconstruction du projet personnel. Les acteurs de l'IAE ont inventé cette solution dans les années 70, et ils ré-inventent autre chose encore aujourd'hui, car ils sont souvent à l'origine des PTCE, pôle territoriaux de coopération économique. Ils cherchent la manière de créer des emplois à l'issue du contrat d'insertion par la création de ces regroupements d'acteurs (PME, acteurs de l'ESS, collectivité, organismes de recherche...) à l'échelle d'un territoire et dans un but de développement durable local.

Les SCOP (sociétés coopératives et participatives) et les SCIC (sociétés coopératives d'intérêt collectif), qui continuent de se développer, permettent à chacun d'être acteur de l'entreprise et d'investir les bénéfices financiers dans un projet collectif. C'est un moyen de lutter contre la financiarisation et l'hyper-capitalisme qui détournent le flux financier, la valeur ajoutée des entreprises, vers les actionnaires. Les groupements d'employeurs ou les GEC apportent une forme de sécurisation en mettant à disposition des entreprises adhérentes des salariés partagés avec un contrat de travail unique. C'est une alternative aux emplois précaires.

Dans la publication, vous vous référez au concept

de travail comme « œuvre » de la philosophe d'Hannah Arendt, c'est-à-dire le travail qui libère, qui épanouit, par opposition à celui qui aliène.

C'est tout l'esprit de notre réflexion.

Selon vos travaux, il est nécessaire de partager le travail, car actuellement, ce partage est subi et inégalitaire, il oppose les « surmenés » aux chômeurs, les 30/45 ans aux jeunes et seniors, les qualifiés aux non qualifiés...

Nous nous intéressons aux expérimentations en cours, notamment « Territoires zéro chômeur de longue durée » et celle sur le revenu contributif, car elles interrogent cette transformation de l'emploi. Le philosophe Bernard Stiegler affirme que l'effondrement de l'emploi salarié dû à l'automatisation et au numérique^[2], n'est pas une mauvaise chose car ce sont des tâches répétitives et asservissantes. La fin de ces emplois pourrait ouvrir une ère émancipatrice, redonnant au travail son sens d'œuvre, comme l'indique le titre de son livre « L'emploi est mort, vive le travail ! ». L'expérimentation « Territoire apprenant contributif » est en cours à Plaine Commune dans le 93. Le revenu contributif, à la différence du revenu universel, pourrait être versé à des habitants rendant, d'une manière ou d'une autre, un service à la société.

Lire la publication : www.lelabo-ess.org/transformer-l-emploi-redonner-du-sens-au-travail.html

^[2] Une étude du cabinet Roland Berger avance que 3 millions d'emplois seront détruits en France d'ici dix ans. D'autres travaux de recherche prédisent que 47 % des emplois seront automatisables aux États-Unis, 50 % en Belgique et en France au cours des vingt prochaines années.



Jeunes pousses

Une certaine idée du travail ou comment faire mieux dans ce monde mouvant.

De métamorphose en innovation aux jardins de Cocagne chacun recense, réfléchit, innove, propose, pour faire changer le regard sur la précarité et ouvrir des perspectives pour tous les acteurs au travail.

Fabienne Pouyadou, Arozoar, Le Jardin du Thou (17)



Fabienne et le collectif qui s'est créé autour d'elle sont à l'origine de l'ouverture, cette année, du Jardin de Cocagne Arozoar au Thou en Charente-Maritime. Depuis le mois de mai, huit salariés lancent la production de légumes sur une surface de 1,5 ha. D'ici 2020, ce sont 4,5 ha qui seront cultivés par près de 20 salariés. Depuis le début de l'aventure, il y a trois ans, La ferme du Mont d'or, une ferme en céréales bio où le Jardin est implanté a été le premier partenaire et le Réseau Cocagne un appui précieux.

Lorsqu'on lui demande ce qu'elle pense du travail et de l'insertion aujourd'hui, Fabienne cite son propre exemple pour illustrer la nécessité de repenser le travail. Elle a, en effet, créé son propre emploi dans une région où les opportunités étaient très limitées dans son domaine d'expertise, la collecte de fonds privée. C'est dans cette logique, dans une zone rurale où le marché du travail est complexe en particulier pour les seniors, qu'elle s'est rapprochée de « La Couveuse », un incubateur qui accompagne la création de microentreprises. Des sessions d'accompagnement seront proposés pour les salariés du Jardin pour susciter l'envie d'entreprendre. C'est une « ressource de plus dans la boîte à outils de l'accompagnement » s'exclame-t-elle. Elle est convaincue que cela peut aussi permettre aux personnes de se mettre dans une posture plus active et positive face à la recherche d'emploi.

Depuis qu'elle s'est lancée dans la création du Jardin, elle se questionne quant à la pérennité du fonctionnement des structures de l'IAE (Insertion par l'activité économique) et plus récemment suite aux mesures prises par le gouvernement. Elle est contrariée d'entendre que « les contrats aidés ne favorisent pas l'insertion » car en quelques mois seulement elle a pu constater ce qu'elle qualifie de « métamorphose » chez certains salariés du Jardin. Pour beaucoup la première étape de l'insertion est de reprendre confiance en eux, d'être recon-

nus, valorisés et encouragés et à ce titre elle pense que le travail en équipe autour d'un projet collectif comme celui du Jardin est irremplaçable, comme l'illustre cette remarque d'une salariée tout juste arrivée au Jardin « C'est génial, on a posé des canalisations en plein cagnard et ça, ça va rester »!

Frédéric Dudoret, Jardin de Cocagne, Montagney (70)

Frédéric Dudoret et Jean-Pascal Guerrin, tous deux passés par le Jardin de Cocagne historique de Chazeule comme encadrants maraîchers sont convaincus de la pertinence du maraîchage comme support d'insertion. Mais persuadés également que le support maraîcher doit être maîtrisé. Aussi, lorsqu'ils s'installent maraîchers, en 2008, ils gardent à l'esprit l'idée de créer un jardin. En 2016 débute une étude action préalable à la création d'un Jardin de Cocagne, appuyée par le Réseau Cocagne, cofinancé par Franche Comté Active, le Fonds de Confiance, la Région BFC et la Direccte 70.

Le jardin de Cocagne de Montagney sera créé sur la base de l'exploitation maraîchère biologique existante : 6 ha cultivables, 3000 m² de tunnels, plus de 200 paniers hebdomadaires produits livrés à des adhérents de 2 AMAP environnantes.

Il développera par ailleurs un support d'insertion totalement innovant : un atelier de transformation laitière. Achat de lait bio à un producteur local et transformation en yaourts, cancoillote, crème, et beurre. Plus de 10000 litres de lait par an en vitesse de croisière. Cet atelier sera piloté par le troisième porteur de ce projet, Stéphane Garret, ancien responsable qualité en fromagerie, et par ailleurs amapien. Le jardin, porté par l'association SOLIDARI-TERRA devrait donc ouvrir début 2018, avec 6 personnes en parcours insertion, et, à terme, accueillir 15 personnes ; encadrés par 4 permanents : Frédéric, Jean-Pascal, Stéphane, et un Accompagnateur socio-professionnel.

Les valeurs clés de ce projet développées à travers l'action d'insertion pourraient être résumées ainsi : « Nous aurons à cœur de transmettre les compétences techniques, le geste professionnel, la rigueur, le sens de l'observation parce qu'un travail dans un cadre structurant, c'est structurant pour la personne. Nous allons offrir une palette de compétences aux salariés. »

Pauline Chatin, Vigne de Cocagne, Fabrègues (34)

Pauline Chatin, son BTS viticole en poche, a décidé de lancer cet automne un projet innovant d'exploitation viticole bio à vocation d'insertion sociale et professionnelle. Dans la région, le taux de chômage atteint environ 15 % alors que 40 % des exploitants viticoles rencontrent des difficultés à recruter des ouvriers.

« Il faut une insertion plus professionnalisante et se concentrer davantage sur les métiers en tension, c'est-à-dire les métiers où il y a des besoins de recrutement car c'est ce qui va faciliter l'insertion de nos salariés. » soutient Pauline Chatin. « Adapter le modèle des Jardins de Cocagne au secteur viticole est en-



thousiasmant ! L'apprentissage du métier se fera par le terrain sur une « exploitation-école » et par la polyvalence à travers tous les travaux de vigne et de cave, et même la culture des oliviers souvent associée à la vigne dans la région, pour aboutir à une formation la plus complète possible ».

Les salariés en insertion seront parrainés par des vignerons partenaires de Vigne de Cocagne pour tisser des liens privilégiés avec les professionnels de la filière et préparer le retour à l'emploi.

Le vin bio, c'est bon pour l'emploi ! Les exploitations viticoles bio emploient 50 % de salariés en plus par rapport à des exploitations conventionnelles et requièrent une formation plus exigeante avec une plus grande palette de compétences à maîtriser. Comme le marché du vin bio croît de 10 % par an et que le Languedoc-Roussillon est le premier vignoble bio en France, les salariés en insertion bénéficieront d'une expérience significative dans une filière dynamique, valorisante et pleine de perspectives professionnelles.

Les prévisions de Vigne de Cocagne sont d'embaucher 2 à 3 salariés en insertion d'ici fin 2017 et 4 à 6 avant 2020. Immanquablement, le regard sur la précarité évoluera avec la première cuvée bio, locale et solidaire – déjà tant attendue – à déguster à partir de 2019 !

Sandrine Simonot, Potager solidaire du château de la Motte-Tilly (10)



« Faire travailler de concert la culture, le patrimoine et la solidarité » tel est le pari que Sandrine Simonot, Directrice du Jardin Chlorophylle à Romilly-sur-Seine souhaite relever avec le Centre des monuments nationaux, en rénovant l'hectare du potager en friche depuis plus de quarante ans du château de la Motte-Tilly.

Un partenariat inédit entre le Centre des monuments nationaux et l'atelier chantier d'insertion Chlorophylle a donc vu le jour en début d'année 2017 et en mai dernier, 6 personnes embauchées. L'objectif est de cultiver des variétés anciennes de légumes (carottes violettes, différentes variétés de betteraves, etc.) et de privilégier un circuit de distribution court : sur le marché du mercredi au sein du château, aux restaurateurs des environs, à la Biocoop d'à côté, pour la restauration d'entreprise.

Les premiers salariés du potager sont très fiers et très épanouis de travailler dans ce cadre d'exception culturelle, ils se sentent véritablement impliqués car ils contribuent au renouveau d'un lieu culturel chargé d'histoire : « Permettre à des personnes éloignées de la culture et du patrimoine de devenir acteur d'un haut lieu culturel du nogentais, c'est innovant ! » se réjouit Sandrine.

Selon elle, « Aujourd'hui, nous sommes confrontés à de nouveaux défis d'accompagnement et nous devons constamment évoluer, nous adapter. Les problématiques liées à la perte d'estime de soi sont venues s'ajouter aux problématiques financières ou de santé. » Pour les sortir de la précarité « il faut les inciter à la formation » soutient la Directrice. Travailler avec les entreprises est donc l'un des maîtres mots. Mais encore, produire pour les autres, donner du sens aux missions quotidiennes, et aider à se détacher de la perspective des seuls contrats CDD, CDI qui sont de plus en plus rares, et amener vers une dynamique métier.

Même si le contrat d'insertion de 24 mois maximum est parfois trop court, il faut faire avec cette donnée « On essaye d'être un sas pour ceux qui sont restés sur le bord de la route pendant la crise » conclut Sandrine.



Rétrospective 2002-2017 du Forum national Coccagne



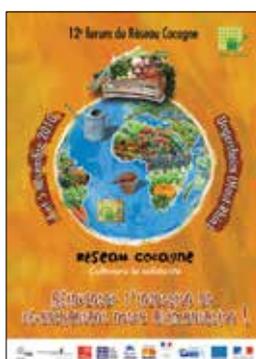
Dinan
(Côtes-d'Armor, Bretagne)
2015



Toulouse
(Haute-Garonne, Midi-Pyrénées)
2013



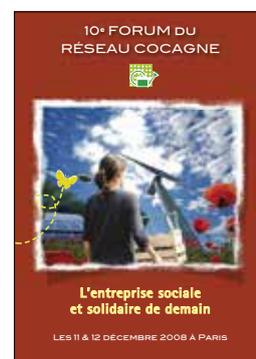
Dunkerque
(Nord, Nord-Pas-de-Calais)
2011



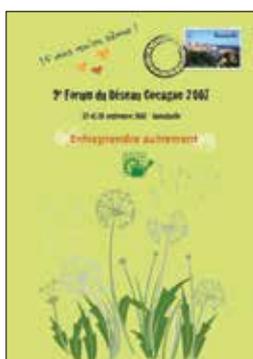
Ungersheim
(Haut-Rhin, Alsace)
2010



Saint-Martin-en-Haut
(Rhône, Rhône-Alpes)
2009



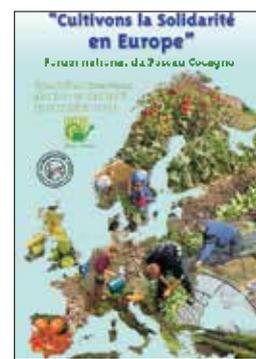
Paris
(Paris, Ile-de-France)
2008



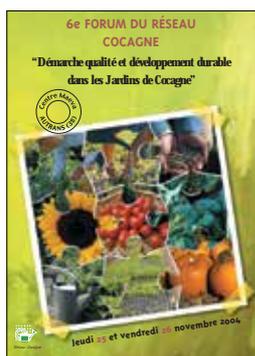
Ramatuelle
(Var, Provence-Alpes-Côte-d'Azur)
2007



Erdeven
(Morbihan, Bretagne)
2006



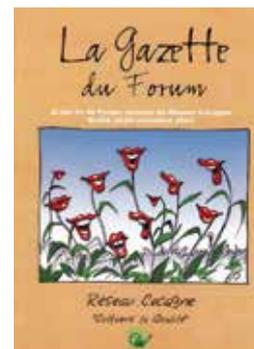
Eymoutiers
(Haute-Vienne, Limousin)
2005



Autrans
(Isère, Rhône-Alpes)
2004



Vogüé
(Ardèche, Rhône-Alpes)
2003



Blois
(Loir-et-Cher, Centre)
2002